

ARRÊTÉ

Arrêté n° : ED/ST/2025/29

Occupation du domaine public,

le mercredi 22 janvier 2025,
de 9h00 à 16h00

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 199 du 05 juillet 2022 portant révision
sur les tarifs communaux à partir du 1^{er} septembre
2022,

CONSIDERANT qu'en raison d'un déménagement, il
est nécessaire d'interdire le stationnement et
d'autoriser l'occupation du domaine public, afin de
mettre en place 1 benne, au droit du 1 Avenue de la
Harde.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant
sur 3 places, au droit du 1 avenue de la Harde, le mercredi 22 janvier 2025.

Article 2 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à la société **Sud Oise Recyclerie**, au
droit du 1 Avenue de la Harde, le mercredi 22 janvier 2025 de 9 h00 à 16h00.

Article 3 : L'entreprise mettra en place toutes les mesures de protection nécessaires vis-à-vis des
piétons et de la circulation.

Article 4 : L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en
place de son balisage.

Article 5 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont
de 0.80€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.60€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.80€/m²/jour au-delà.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 7 : L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat
durant le chantier.

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.


Article 9 : L'intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site
www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 16 JAN. 2025

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation
Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire



Publié sur le site de la Collectivité le : 16 JAN. 2025

Et notifié à l'intéressé le : 16 JAN. 2025